

Différents processus géopolitiques en cours en Amérique Latine : les élections en Argentine (1)

11.12.2015

En quelques semaines, dans deux pays d'Amérique latine, des changements inattendus dans l'immédiat, se sont produits : en Argentine, le bastion néolibéral a retrouvé « le meilleur "modèle néolibéral" du début des années 1990; au Venezuela (2), grâce aux tactiques de l'opposition, de guerre économique, de guerre des médias, à l'avancée de la corruption dans la société, et à l'usure du gouvernement de Nicolas Maduro, (l'héritier de Hugo Chavez) après 17 ans de « révolution Bolivarienne » la majorité du Parlement a été enlevée au gouvernement par une coalition hétérogène à dominante de droite ; et enfin au Brésil il y a ceux qui cherchent ouvertement un coup d'état et tissent leurs réseaux dans l'obscurité cherchant des pactes pour prendre la présidence du pays à Dilma Rousseff (héritière de Lula). Dans d'autres pays de cette région de conflits de la même nature sont en cours.

En Argentine le 25 octobre 2015 ont eu lieu les élections présidentielles qui viennent de marquer la fin de la période présidentielle des époux Kirchner commencé en 2003 ; néanmoins les groupes qui les ont soutenu gardent le contrôle parlementaire.

Le candidat libéral Mauricio Macri, maire de Buenos Aires a remporté le 22 novembre l'élection présidentielle avec 52,11% des voix. La droite revient au pouvoir après 12 ans d'absence et ayant comme slogan principal le mot « Cambiemos » (Changeons), sans préciser le contenu de ces changements. M. Macri est à la tête d'une coalition des radicaux de gauche, du centre gauche et de la droite conservatrice. Il promet une rupture avec la politique économique menée par les gouvernements précédents et un changement d'époque. Après dix ans de forte croissance, l'économie est proche de la récession et sa victoire fait partie d'une tendance en Amérique latine où la croissance des économies de la région a atteint ses limites dans le cadre de l'économie mondiale.

Le nouveau président n'a pas de majorité ni à la Chambre des députés ni au Sénat. Il devra donc tisser des alliances pour gouverner son pays. Parmi les 29 décrets qu'il vient de signer (5 jours après sa prise des fonctions) sur les nominations de son gouvernement, il faut remarquer celle de Mariano Federici, un avocat qui travaille pour le FMI, choisi pour le poste de président de l'Unité d'Information Financière et qui sera chargé d'enquêter sur le blanchiment d'argent.

Après les politiques néo libérales des années 90 en Amérique du Sud, l'Argentine a connu **une période** dirigée par de forces de gauche, caractérisée **au niveau international, notamment** par l'instauration des mesures destinées à la « récupération de la souveraineté nationale ». Celle-ci avait connu une forte régression pendant la dictature militaire et jusqu'à la fin du gouvernement de Carlos Menem en 2002.

Citons quelques faits pour illustrer cette période pendant laquelle l'Argentine a :

- ✓ **participé au renforcement de l'intégration latino-américaine**, notamment avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) en accueillant **le Venezuela** en 2006, comme membre permanent,
- ✓ **tissé** des liens étroits des états latino-américains gouvernés par la gauche (**la Bolivie, le Brésil, Cuba, l'Équateur et le Venezuela**). Alors que, dans les années 1990, Buenos Aires suivait les consignes de Washington, la relation avec les Etats-Unis s'est refroidie, et le pays s'est tourné vers **la Chine**, principal destinataire de la production de soja, dont l'Argentine est le premier exportateur mondial (81 milliards de dollars en 2012).
- ✓ **réduit la dette** du pays, par la résistance du gouvernement pour ne pas payer aux groupes financiers internationaux ce qu'on appelle « les fonds vautours » (partie illégitime et illégale de la dette),

- ✓ **signé** dans le cadre de la politique énergétique et dans le but de réduire les dépenses dans ce domaine un accord de coopération en matière de nucléaire avec le Brésil; il y a eu d'importants travaux dans la centrale hydroélectrique partagée avec le Paraguay, ainsi que la construction de centrales fonctionnant à l'énergie renouvelable,
- ✓ **signé** avec la **Chine** en 2014, un accord d'échange de devises qui lui permet de disposer de quelque 11 milliards de dollars pour ses réserves de changes en cas d'urgence,
- ✓ **signé** avec la Russie en avril 2015, une déclaration de partenariat stratégique global visant à élever les relations bilatérales entre les deux pays. Ce nouvel accord porte sur le renforcement de l'entente entre l'Argentine et la Russie dans le domaine de l'énergie et plus particulièrement du nucléaire.

Pendant la même période, au niveau interne le gouvernement a :

- ✓ **cherché** à intégrer dans la vie du pays une importante population marginalisée, fortement augmentée lors de la crise économique de 2002 ce qui a donné comme résultat une réduction de l'extrême pauvreté et fait diminuer le taux de pauvreté de moitié en quatre ans, passant de plus de 47 % à 16 %,
- ✓ **mis en place** en 2009 de l'allocation universelle pour enfant(s) un système d'allocations familiales destinées aux familles de chômeurs ne recevant aucune autre aide,
- ✓ **permis** une importante croissance économique (de 9% entre 2003 et 2011) grâce à l'exportation des matières premières, notamment le soja ce qui a entraîné une relance de la consommation,
- ✓ **créé** en dix ans, (2003-2013) cinq millions d'emplois, et le chômage était tombé de 25 % à 8 %. L'essor économique du pays, dont le PIB a doublé de 2003 à 2013.
- ✓ **réalisé** la nationalisation des fonds de retraites privés en 2008, (pour mettre les retraites à l'abri des mouvements des marchés financiers mondiaux) et a ainsi rétabli le système de retraites par répartition à égalité pour les hommes et les femmes,
- ✓ **procédé** en 2008 à la nationalisation des compagnies aériennes -approuvée par le Congrès- *Aerolíneas Argentinas* et *Austral Líneas Aéreas*, privatisées sous la présidence de Carlos Menem. En 2009 c'est la compagnie d'aviation militaire (FMA) qui a été nationalisée. (celle-ci avec une importante indemnisation),
- ✓ **modifié** le droit du travail et régularisé des sans-papiers,
- ✓ **légalisé** le mariage homosexuel.
- ✓ **remis en cause** l'amnistie accordée aux militaires et a défini un nouveau positionnement en Amérique latine. Après l'amnistie accordée par l'ex-président Menem, les procureurs et les juges ont été autorisés par le président Kirchner à juger les militaires pour les milliers des crimes, enlèvements et tortures commis pendant la dictature (1976-1983). En la matière, aucun autre pays d'Amérique Latine n'avait été aussi loin. Plusieurs centaines de militaires ont été jugés et condamnés par la justice civile. **N. Kirchner, a demandé lui-même au nom de l'Etat** le pardon aux victimes de la dictature. Cette politique a pu compter avec l'appui d'une importante mobilisation populaire qui a eu à sa tête l'Association des **Mères de la place Mai** [*Asociación Madres de la Plaza de Mayo*] (3) association des droits humains, formée par des mères dont les enfants ont « disparu » assassinés par la dictature militaire (1976-1983), elles continuent encore à retrouver leurs petits enfants « volés » et adoptés souvent par des familles des militaires. Ces Mères se définissent elles-mêmes comme « une organisation politique sans parti »

- Un spécialiste du mouvement, (M. Bouvard) a écrit que l'Association veut une « complète refonte de la culture politique en Argentine », et embrasse une « vision d'un système socialiste, libéré de la domination des intérêts individuels ». Depuis, les Mères de la Place de mai ont ouvert une librairie et café littéraire, ont organisé à partir de 2000 des Universités populaires. Enfin, en février 2010 l'Association s'est jointe à la plainte déposée en 2010 contre le Maire de Buenos Aires, Mauricio Macri, (élu Président de l'Argentine en 2015), à la suite de sa décision de doter la police de Buenos Aires, d'armes TASER, que les Mères ont qualifié « d'instrument de supplice électrique »

Commentaire de faits précédents et de l'actualité en plein développement

Après les années de lutte armée, (entre 1968 et 1973), de dictature militaire (de 1976 à 1983), qui a connu l'escadron de la Mort et fait près de 30 000 « disparus », 15 000 fusillés, 9 000 prisonniers politiques, et 1,5 million d'exilés pour 30 millions d'habitants ainsi qu'au moins 500 bébés enlevés aux parents « disparus » par des familles proches du pouvoir), il y a eu en Argentine, le **retour à la démocratie par la voie électorale, période commencée en 2003 qui a permis globalement à ce pays faire des progrès ; au niveau internationale la récupération de leur souveraineté et au niveau intérieur d'importantes conquêtes sociales pour les classes populaires. Tous les changements **précédents ont été progressifs et dans le but de donner naissance à une démocratie populaire.****

Il n'y a pas de doute que le nouveau président M. Macri est un représentant de la droite qui essaiera de gouverner autant à droite que possible. Mais il est opportun de se demander jusqu'où il pourra y aller. Il devra faire face à une importante contrainte d'ordre global, à savoir s'il pourra compter dans les dix années à venir avec une nouvelle période de prospérité économique pour les pays du sud. Si cette prospérité n'arrive pas les élections de 2019, seront pour lui compromises car les problèmes économiques se seront aggravés.

Les derniers événements en pleine évolution, nous laissent prévoir l'élargissement de la résistance populaire qui a déjà commencé à s'organiser.

Après les élections des dizaines de milliers d'argentins ont manifesté le 17 décembre à Buenos Aires pour protester contre les premières mesures annoncées par le nouveau gouvernement qui a supprimé les taxes sur les exportations de céréales et de viande et réduit de 35 % à 30 % celles pesant sur les ventes de soja, principale richesse du pays. Il espère ainsi inciter les agriculteurs à vendre leurs silos de blé de maïs et de soja, accumulés pendant de très nombreux mois.

Les manifestants réclamaient aussi l'ajustement des salaires après la dévaluation de 30% qui a suivi la levée du contrôle des changes. Ils ont également protesté contre la désignation par décret, de deux juges de la Cour suprême et ont soutenu la loi contre la concentration dans les médias mise en place en 2009 par le gouvernement précédent que le nouveau gouvernement veut annuler. Face au rejet massif des nominations de deux juges, le président Macri les a reportées à l'année prochaine.

Le nouveau mandataire est en faveur de maximiser l'ouverture des frontières aux marchandises et capitaux assurant que cela permettra d'importants investissements étrangers et fera baisser le taux de change et donc l'inflation.

Il envisage de participer dans tous les traités de libre échange qui sont en cours d'organisation, autant dans le Pacifique que dans l'Atlantique et cherche à faire redéfinir le rôle de l'alliance commerciale du Mercosur.

Dans les affaires du monde, le président souhaite rétablir les relations étroites avec les EEUU existantes à l'époque des gouvernements libéraux et néolibéraux et également prendre des distances avec l'Iran. Il veut aussi être plus proche de l'Organisation des Etats Américains [OEA] (4) créée à l'initiative des Etats-Unis d'Amérique, où ce pays a toujours eu une position dominante. Il a également déclaré que le maintien des bons rapports avec le Brésil -son plus grand partenaire commercial- est sa priorité en matière de politique étrangère.

En ce qui concerne les droits humains, le nouveau président a dit : « Avec nous les mensonges des droits humains se termineront » (5) Pour lui, juger les coupables de la répression et des crimes contre l'humanité de la dictature ne seraient que des mensonges éhontés !

Enfin, pour terminer ce qui n'est qu'un début, voici une analyse que nous partageons : dans « trastornos globales en el mediano plazo » (**Bouleversements mondiaux à moyen terme**) (6) Immanuel Wallerstein (7) écrit que les évolutions et les changements qui se succèdent en Amérique Latine correspondent à une période de transition de la crise systémique du capitalisme. Nous sommes rentrés dans une période de changements qui donnera naissance à un nouveau système économique basé sur une démocratie relative et une relative égalité et qui n'a pas encore existé; il est presque impossible de prévoir les institutions qui pourront être créées dans ce nouvel ordre économique et il ajoute que dans ce sens, ce que chacun de nous réalisera à chaque moment dans son contexte immédiat, aura sa place et sa valeur.

Cela est appelé l'effet papillon, ainsi à l'échelle du système global, nous, individus, nous sommes tous aujourd'hui des petits papillons.

(1) Présentation de l'Argentine : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/argentine/presentation-de-l-argentine/>

(2) Présentation du Venezuela : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/venezuela/presentation-du-venezuela/>

(3) https://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A8res_de_la_place_de_Mai

(4) https://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_des_%C3%89tats_am%C3%A9ricains

(5) http://www.lanacion.com.ar/1750419-mauricio-macri-conmigo_se_acaban_los-curros--en-derechos-humanos

(6) <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=162158>

(7) https://en.wikipedia.org/wiki/Immanuel_Wallerstein
